

## Chronique de la gauche de gauche

# Régionales 2010 : un *remake* pour la gauche de gauche ?

Présenter des listes communes pour, enfin, capitaliser en termes électoraux le sentiment antilibéral qui s'exprime de différentes manières dans le pays, c'est l'objectif que se sont donné les divers groupes et partis de la gauche de la gauche en se réunissant régulièrement depuis le mois de septembre. Cet objectif serait-il à portée de mains ? « Excellent week-end pour la gauche de gauche » jugeait en effet la Gauche unitaire dans un communiqué du 25 octobre. Ce texte précisait que les partenaires du Front de gauche expérimenté à l'occasion des élections européennes de juin 2009, c'est-à-dire le Parti communiste, le Parti de gauche et la Gauche unitaire, étaient tous parties prenantes de la même démarche, prêts à présenter aux élections régionales de 2010 des listes communes, « autonomes par rapport au Parti socialiste et à Europe Écologie ». Par ailleurs, précisait-on, « les Alternatifs et la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase) ont des points de vue proches de ceux du Front de gauche sur les questions évoquées ». Restait donc à se mettre d'accord avec

LOUIS WEBER

le NPA, engagé alors dans le même processus de prise de décision pour les régionales avec un décalage de deux semaines.

Le Conseil politique national (CPN) du NPA, réuni les 7 et 8 novembre 2009, allait cependant doucher un peu les espoirs<sup>1</sup>. Dans les réunions unitaires précédentes<sup>2</sup>, des points considérés

1. Selon le parti communiste, qui le lui a vertement reproché, Jean-Luc Mélenchon aurait fait état quelques jours plus tôt d'un « accord pratiquement scellé ». Ce que le Parti de gauche démentait dans une déclaration du 22 octobre, reconnaissant seulement que son dirigeant avait dit au journaliste Samuel Étienne que « pour le moment, les choses avancent bien ». Des « bisbilles » là aussi ?
2. Depuis le 28 septembre 2009, ces réunions se tiennent au rythme d'environ une par semaine. Y participent : la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), le Forum social des quartiers populaires (FSQP), la Gauche unitaire (GU), le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Les Alternatifs, le Parti communiste français (PCF), le Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), le Parti de gauche (PG), République et socialisme (R & S). Cette

comme importants avaient été acquis : il y avait accord pour présenter des listes autonomes du parti socialiste et des Verts au premier tour, ainsi que pour des « fusions démocratiques<sup>3</sup> » avec les socialistes et les écologistes au deuxième tour pour « battre la droite ». En revanche, sur la question clef de la participation aux exécutifs, la réunion du 16 octobre n'était pas allée plus loin que le constat suivant : « Tout le monde est à ce stade grossièrement d'accord sur la formule suivante : aucune des forces du groupe de travail ne dit "jamais par principe", aucune ne dit "toujours" ». Le Front de gauche allait clarifier sa position le 28 octobre<sup>4</sup> : « La constitution de listes au premier tour différentes de celles présentées par le PS et Europe Écologie. [...] Nos listes s'engageront, sans ambiguïté, à faire barrage à la droite en se rassemblant avec les autres listes de gauche au deuxième tour à l'exclusion de tout accord avec le Modem. [...] Si les conditions en sont créées nous pourrions travailler à leur mise en œuvre jusque dans les exécutifs régionaux car la gestion des régions

s'envisage comme un moyen d'atteindre nos objectifs. Notre participation est donc liée aux conditions qui la rendent possible. Il s'agit de la possibilité de mettre en œuvre les points essentiels de notre programme et du rapport de force permettant effectivement de les appliquer. Cette hypothèse exclut toute participation du Modem ou d'une quelconque organisation de droite. »

Le CPN du NPA a certes « exprimé la volonté de ne pas rompre le cadre unitaire », en précisant au passage que celui-ci avait été « mis en place à l'initiative du NPA ». Il note que le désaccord persiste mais qu'il n'y a pas « fin de non-recevoir », comme avait cru le comprendre le Parti communiste. Cependant, « une majorité du CPN s'est prononcée à nouveau pour ne pas participer aux exécutifs dominés par le Parti socialiste et Europe écologie [...] »<sup>5</sup>. Ce que le Front de gauche, dont la culture politique est différente de ce point de vue, considère comme contradictoire avec ses propres positions : « Nous répétons que la proposition d'amendement du NPA sur les exécutifs dont Olivier Besancenot a fait une lecture claire mercredi soir ("nous n'irons pas dans une majorité de gestion avec le PS et les Verts") n'est pas conciliable avec l'offre que nous vous avons faite<sup>6</sup>. » Reste, au moment où ces lignes sont écrites, la possibilité que les

---

énumération montre qu'on est loin de l'époque où le Parti communiste avait une vision très peu inclusive de l'unité. En même temps, il s'agit exclusivement de partis et de proto-partis, alors que les régionales précédentes avaient permis, notamment en Île-de-France, des alliances nouvelles avec le « mouvement social », une liste étant menée conjointement par Marie-George Buffet et Claire Villiers, d'Alternative citoyenne.

3. Voir au sujet de ce débat : L. Weber, « Un été de (bonnes) rencontres », *Savoir/Agir*, n° 9, septembre 2009.

4. Déclaration disponible sur : <http://www.lepartidegauche.fr/front-de-gauche/76-actualite/948-declaration-du-front-de-gauche-du-28102009>

5. Voir « Régionales, le CPN décide de ne pas rompre le cadre unitaire » sur le site du NPA : <http://www.npa2009.org/content/regionales-le-cpn-decide-de-ne-pas-rompre-le-cadre-unitaire>.

6. Communiqué du 12 novembre 2009, disponible sur <http://www.pcf.fr/spip.php?article4119>

réunions, qui continuent, permettent de lever les obstacles ou que les consultations prévues dans chacune de ces organisations invalident les décisions des instances nationales.

C'est ce que cherchent à promouvoir les autres participants à ces réunions unitaires, en utilisant notamment toutes les ressources de l'Internet. La FASE, qui rassemble entre autres ce qui reste des anciens collectifs du 28 mai (2005) et les communistes unitaires, et Les Alternatifs, relaient ainsi de façon conjointe un Appel du 13 novembre, « La responsabilité de réussir notre rassemblement, pour ouvrir une autre voie à Gauche ! » adressé « à toutes les organisations à la gauche du PS », que l'on peut signer en ligne<sup>7</sup>. Le M'PEP fait circuler un texte : « Gauche de gauche : continuer<sup>8</sup>. »

### Les tensions chez les Verts et l'irruption d'Europe Écologie

S'il y a quelques mois encore, le débat à vrai dire plus ancien sur les alliances que la gauche de gauche pouvait passer concernait essentiellement les relations avec le parti socialiste (et, paradoxalement, le Modem, sous la forme : le PS oui, mais sans le Modem), le résultat d'Europe Écologie aux européennes de juin 2009 change les choses. Cette configuration politique en construction, qui incarne elle aussi, à tort ou à raison, la volonté de « faire de la politique autrement » revendiquée par la

gauche de gauche, peut en effet donner le change en attirant à elle des électeurs refusant le système actuel dominé par l'UMP et le PS et leur aspiration commune au bipartisme.

Ce tropisme a déjà joué pour les européennes auprès de dirigeants du mouvement associatif de lutte, soucieux de donner un prolongement politique à leur action sans pour autant rejoindre les partis « traditionnels » de la gauche<sup>9</sup>. Pour les régionales, Europe Écologie présentera ses propres listes (jusqu'ici, les Verts se présentaient avec le Parti socialiste) et, à en juger par la région Île-de-France, est en passe de franchir une nouvelle étape dans le dépassement des Verts pour un rassemblement plus large d'écologistes venant parfois d'autres partis (Stéphane Gagnon, le maire de Sevran, du PCF, Pierre Larouturou, du Conseil national du PS, Robert Lion, président de Greenpeace et ancien directeur du cabinet de Pierre Mauroy, quand il était Premier ministre, etc.)<sup>10</sup>.

Cet élargissement est en fait pour Martine Billard, une des figures de la gauche des Verts et qui a quitté son parti en juillet 2009, un glissement vers le centre. Son départ des Verts pour se rapprocher du Parti de gauche peut être considéré comme le signe que le Front de gauche, après son bon résultat aux élections européennes, exerçait

7. Voir : <http://www.reussirlerassemblement.org/index.php?petition=1>.

8. Voir : <http://www.m-pep.org/spip.php?article1542>.

9. Le cas de José Bové est le plus connu. Mais il y a aussi Eva Joly, Yannick Jadot, de Greenpeace, Sandrine Béliet, de France Nature Environnement, etc.

10. Voir Béatrice Jérôme, « Régionales : la « managère des Verts affiche ses trophées », *Le Monde*, 14 novembre 2009.

une certaine attraction sur la gauche de la gauche, mais aussi que les tensions anciennes au sein de la gauche des Verts pouvaient conduire à des reclassements de ce type, malgré les (ou à cause des ?) résultats d'Europe Écologie à ces mêmes élections. Qu'en est-il en réalité ?

## Qu'est devenue la gauche des Verts ?

Il nous a paru intéressant, dans le cadre de cette chronique de la gauche de la gauche, de chercher à mieux comprendre, en interrogeant Martine Billard, les évolutions récentes au sein des Verts<sup>11</sup>.

Martine Billard n'était pas n'importe qui au sein de ce parti, notamment à cause de son fort capital électoral, dont témoignent son élection au Conseil de Paris dès 1995, c'est-à-dire avant que la gauche n'y devienne majoritaire et ses victoires aux législatives de 2002 et 2007 dans la première circonscription de Paris, traditionnellement détenue par la droite. Par ailleurs, et sans que ceci explique nécessairement cela, son parcours personnel et professionnel n'est pas vraiment représentatif des Verts parisiens, souvent assimilés, à tort ou à raison, aux bobos, aux cadres, voire aux cadres supérieurs.

Fille et petite-fille de résistants, elle a commencé sa vie militante dans Révolution !, dont elle a été une des fondatrices, avant de rejoindre l'Organisation

communiste des travailleurs (OCT)<sup>12</sup>. Ses parents ont fait la résistance dans le réseau Organisation civile et militaire (OCM) avant d'être déportés. Après leur divorce, sa mère s'est retrouvée seule pour élever trois enfants. Cette expérience explique selon Martine Billard son engagement féministe précocité : « Quand une mère est seule avec trois enfants, il faut qu'elle apprenne à se battre ». Les déportés bénéficiant de quelques droits spéciaux, sa mère a pu devenir assistante sociale sans les diplômes normalement requis.

Après avoir milité dans le CAL de son lycée en 1968, elle fait des études d'économie à Assas, où elle a ferrailé avec les mouvements d'extrême droite, avant de s'« établir » : elle fait plusieurs petits boulots avant d'être câbleuse dans l'électronique à la Snecma pendant un peu plus de deux ans. Elle a ensuite repris des études pour devenir bibliothécaire. Titulaire d'un DESS « Application de la télématique », elle travaille dans une petite entreprise qui informatise les bibliothèques. Déléguée du personnel, mais non syndiquée, elle est licenciée en 2001, quand ce statut ne la protégeait plus.

Son passage de l'OCT, qu'elle a quittée au moment de sa première scission en 1978, aux Verts s'est fait par le truchement de divers « réseaux » qui se sont développés à cette époque, notamment pour l'Amérique latine et la Palestine.

11. Les citations qui suivent sont extraites de l'entretien de l'auteur avec Martine Billard, le 1<sup>er</sup> octobre 2009.

12. Fondée en 1972, à partir notamment de Révolution !. Martine Billard y côtoya parmi d'autres, Gilles Lemaire et Alain Lipietz, qu'elle retrouvera vingt ans plus tard à la direction des Verts.

Après une première tentative qui a fait long feu en 1990 à cause de la guerre du Golfe – elle trouvait la position des Verts pas assez claire – elle adhère en 1993. C'était l'époque de la bataille interne contre la ligne incarnée par Antoine Waechter (« à égale distance entre la droite et la gauche »), qui sera mis en minorité à la fin de cette année. Pour elle, choisir les Verts n'était pas fortuit car « la question de l'écologie avait été très portée par Révolution ! et l'OCT ». Ce qui l'a attirée, c'est le triptyque : écologie, « faire de la politique autrement », féminisme. Elle est restée deux ans avec la majorité d'alors des Verts.

Elle est élue au Conseil de Paris en 1995, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, et sera la seule Verte dans cette instance. Elle démissionne en 2001 pour garder son emploi mais elle est quand même licenciée. En 2002, elle conduit la liste des Verts dans le 1<sup>er</sup> arrondissement, faisant 12,5 %. Conseillère d'arrondissement, elle démissionne pour devenir directrice du cabinet de Mylène Stambouli, adjointe au maire de Paris chargée de la lutte contre l'exclusion, entrant ainsi dans la politique à temps plein.

Pour les législatives de 2002, elle est candidate des Verts soutenue par le PS dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Paris, qui couvre les quatre premiers arrondissements, déjà un peu en porte-à-faux car à la gauche des Verts et traitée de « gauchiste » par les socialistes, mais soutenue par les militants. Elle est réélue en 2007 avec 4 % de plus. À la question de savoir pourquoi on vote pour elle, elle répond qu'elle a elle-même inter-

rogé ses électeurs, pas tous de gauche, qui lui disent : vous êtes une femme, « aimable », « on n'est pas d'accord avec tout ce que vous dites mais vous avez des convictions, « quand on vous sollicite, vous répondez ».

Pour Martine Billard, les Verts étaient clairement à gauche en 1993. En 1997, pour les législatives, l'accord avec le PS leur permet d'avoir des députés (et une ministre). Ce qui provoque à l'interne un débat sur la participation gouvernementale, à cause du rapport de forces trop défavorable. « Dominique Voynet a été bien pendant un an, puis elle s'est tue, avec le risque de faire virer les Verts au rose. D'où des pressions sur elle : soit tu réagis au risque d'être mise à la porte, soit tu t'en vas ». L'aile gauche du parti faisait à l'époque 20 à 25 % des voix, mais sans aucun député.

Le clivage avec la majorité se fait principalement sur la question sociale. « Pour certains Verts, c'est l'environnement d'abord, quelles que soient les conséquences sociales. Pour d'autres, c'est moins tranché, mais il y a désintérêt par rapport à la question sociale. Ce qui peut être mis en rapport avec ce que sont les militants verts aujourd'hui. La diversité s'est atrophiée d'année en année. Il n'y a plus guère de syndicalistes, par exemple, sauf quelques enseignants. Professionnellement, les Verts viennent surtout des secteurs de la communication et de l'informatique. Ce qui pèse sur la réflexion. Ils sont non seulement contre le productivisme mais aussi contre la production, qu'ils assimilent à quelque chose de sale. Par

exemple, quand il y a eu la crise d'Airbus, la première réaction a été : « Tant mieux, l'avion pollue », avec un refus de réfléchir à l'utilisation de la compétence technique accumulée. C'est la même chose pour la chimie : elle pollue, donc on ferme. Comme si on pouvait se passer de l'industrie chimique aujourd'hui. Il y a donc un « inconscient vert », qui assimile production à sale ».

Ce courant est largement majoritaire. « Dans les textes, la question sociale se réduit à celle des plus précaires. Les Verts ont leurs pauvres, en quelque sorte. Mais il n'y a pas de réflexion sur les smicards et les autres salariés. Les Verts ne parlent pas d'exploitation ou de classes sociales, sauf un peu avec la crise. Pour eux, parler de classes sociales, c'est être marxiste. Il y a donc incapacité collective à faire une analyse de classe, ce qui a des conséquences sur les propositions politiques des Verts. »

### **Une gauche des Verts effilochée et en voie de disparition**

La gauche des Verts est différente, mais elle est effilochée. Une partie, lasse d'être dans l'opposition, participe à la direction et à la répartition des places, au motif qu'il « y en a marre d'être tout le temps minoritaire ».

L'épisode du référendum sur le TCE a marqué les esprits et les comportements. La majorité était pour le oui, de façon souvent agressive. Ce qui a fait fuir un certain nombre de militants. La bataille interne a été très dure. Là où, comme en Île-de-France, les partisans du non étaient nombreux, cela allait

encore. Mais là où ils ne l'étaient pas, il y a eu des exclusions, au minimum ils ont été poussés dehors.

« Le problème, c'est que les partisans du non étaient aussi ceux des Verts que l'on voit dans les mobilisations sociales. Le parti tend à devenir un parti d'élus et de salariés d'élus. Or les élus verts sont le plus souvent des élus bosseurs, happés par le quotidien. Donc il reste peu de militants. »

L'idée de quitter les Verts est-elle ancienne ? Pour Martine Billard, qui « ne mythifie pas les organisations », quitter les Verts n'a donc pas été un traumatisme. « La cassure, c'est en 2006 qu'elle est intervenue, durant la préparation du congrès. Notre tendance a explosé. Une partie de la gauche du parti, avec Cécile Duflot notamment, a proposé la ligne : "Respect des statuts et fierté d'être Verts" ». On voit bien ici les effets de ce qui s'est passé en 2005. Mais « ce n'était pas une ligne politique. À l'époque, j'aurais souhaité que nous analysions le sarkozysme, qui est pour moi quelque chose de spécifique et pas seulement une continuation, et que nous fassions en sorte qu'il y ait regroupement à gauche, dans la suite du référendum. J'ai été mise en minorité ».

Au sein de ce qui restait de la gauche du parti, il y a eu ensuite un conflit à propos des élections présidentielles et du soutien ou non à la candidature de José Bové. Il y a eu scission au sein du courant au Congrès de 2006. Il a été marginalisé, avec 10 % chacun !

« À vrai dire, je me sentais de moins en moins à l'aise, notamment à cause des fortes tensions internes après le

référendum. Je comprenais ceux qui avaient voté oui au nom de quelques avancées mais non pas ceux qui trouvaient que le TCE était bon. C'était donc une vraie rupture politique, mais je n'envisageais pas à l'époque de quitter les Verts. J'ai d'ailleurs été à nouveau candidate aux législatives de 2007. »

Est-ce la création du PG qui a été le déclencheur ? Non, car « j'avais déjà signé l'appel de *Politis*, avec l'idée de dépasser les Verts pour quelque chose de plus large. C'est toujours le même clivage : fiers d'être Verts *versus* dépasser les Verts pour faire une gauche écolo. Le paradoxe, c'est que Europe Écologie a repris ce processus de dépassement mais pas du tout sur les mêmes bases ! Ils vont se retrouver au centre. Nous avons espéré que les communistes unitaires franchiraient le pas et quitteraient le PC au congrès de celui-ci en décembre 2008. Ils auraient alors été au centre de la recomposition, mais ils ont raté le coche. C'est donc la sortie de Mélenchon du PS qui a ouvert un espace. Certes, ce n'était pas vraiment notre culture. Pour moi, il représentait plutôt la vieille gauche, y compris dans ses dimensions très éloignées de mes propres engagements, comme le féminisme par exemple. »

La gauche des Verts « a un vieux contentieux avec Cohn-Bendit, qui date de 1999, sa première campagne européenne en France. Il voulait alors déjà repositionner les Verts au centre. Ce qui montre une grande cohérence, il faut le reconnaître. Notre problème, c'est que nous n'avions pas d'alternative à proposer. Je suis allée au meeting

de création du PG en décembre 2008 pour me rendre compte de ce qui se passait. J'ai vu beaucoup de jeunes, cela m'a intéressé. Mélenchon a aussi donné un « coup de vert » à son programme. Nous avons été favorablement impressionnés, au-delà du discours d'affichage. Il faut dire que parmi ceux qui ont quitté le PS pour le PG, il y avait aussi des membres d'Utopia, davantage intéressés par l'écologie. »

C'est en janvier 2009 que Martine Billard a commencé à réfléchir à un rapprochement. Chez les Verts, le congrès de 2008 n'avait montré aucune volonté de refaire de la politique. « Notre courant a fait 11 % et il n'y avait pas de relève. J'en avais assez d'être la caution de gauche des Verts. Le score obtenu aux européennes m'a convaincue que cela ne changerait plus. Certes, il faut tenir compte du choc dû au résultat de Dominique Voynet à la présidentielle. Beaucoup de militants ont alors regardé du côté du Modem, d'autres du côté du PS (dont Voynet elle-même). Le résultat des européennes a fait que la direction s'est dit : il faut continuer comme cela, pour les régionales et la suite. Et avoir le moins de débats donc de conflits internes possible pour y arriver. Résultat : on ne fait plus de politique. »

Depuis lors, Martine Billard a lancé un appel avec Paul Ariès<sup>13</sup>, qui a récolté jusqu'ici 120 signatures, dont la moitié vient des Verts et le reste d'écologistes divers (Attac, etc.). L'objectif est de discuter avec le PG pour influencer le programme qui sera adopté à son prochain

13. <http://www.prs12.com/spip.php?article11137>

congrès, de faire le point sur les accords et les désaccords et que l'écologie apparaisse dans le nom même du parti.

Est-ce que son départ a fait tache d'huile ? « Quelques copains sont sortis des Verts avec moi, mais je ne crois pas que beaucoup me suivront, surtout après les résultats des européennes. Je ne me faisais aucune illusion. L'idéal pour moi aurait été qu'il y ait un regroupement plus large, sur les bases de l'appel de *Politis*. À défaut, c'est le PG qui m'intéresse pour l'immédiat. Je me suis dit : là, il y a une fenêtre. Si je ne l'utilise pas, je risque de me le reprocher toute ma vie. » ■